

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DU CENTRE

CONSEIL REGIONAL DU CENTRE

SECRETARIAT GENERAL

Structure Interne de Gestion Administrative
des Marchés Publics

B.P. 10 068 YAOUNDE
E-mail : conseilregional.centre@yahoo.com



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

CENTRE REGION

CENTRE REGIONAL COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

Internal Administrative Management Structure
Public Procurement

P. O. BOX : 10 068 YAOUNDE
E-mail : conseilregional.centre@yahoo.com

AVIS DE DEMANDE DE COTATION N° 00772 /DC/CRCE/CIPM/2026 DU 06 AUG 2026 EN VUE
DES TRAVAUX DE CURAGE (MFOUNDI & MEFOU) AUX ABORDS DU LYCEE D'AHALA DANS LE
DEPARTEMENT DU MFOUNDI

Budget CRCE, Ligne 61 410 (entretien des voiries, des infrastructures et ouvrages d'art), Exercice 2026

1. Objet de la demande de cotation

Le Président du Conseil Régional du Centre lance une consultation pour les travaux de curage (MFOUNDI & MEFOU) aux abords du lycée d'Ahala dans le département du MFOUNDI.

2. Consistance des travaux

Ces travaux de curage comprennent :

- Les fouilles en terre pour ouvrages de drainage des eaux de pluies ;
- Le curage des ouvrages existants, drains devant et derrière les bâtiments des 6^{ème}, 4^{ème}, 3^{ème}, 2nde, 1^{ère} et terminale ;
- Le curage des ouvrages hydrauliques transversaux autour du Lycée jusqu'au pont sur la rivière Mfoundi, derrière le Lycée ;
- Le curage du pont sur la rivière Mfoundi de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen, derrière le Lycée ;
- Le curage du ponceau sur la rivière Mfoundi derrière le lycée sur l'autoroute Yaoundé-Nsimalen.

3. Délai d'exécution

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux. Il est de trois (03) mois.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des travaux est estimé à trente-cinq millions (35 000 000) francs CFA TTC toutes taxes comprises.

5. Participation et origine

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte à égalité de conditions aux entreprises ou groupement d'entreprises de droit camerounais ayant des compétences dans le domaine du curage des drains et ouvrages hydrauliques.

6. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

7. Financement

Les travaux objet de la présente Demande de Cotation seront financés par le Budget CRCE, Ligne 61 410 (entretien des voiries, des infrastructures et ouvrages d'art), Exercice 2026.

8. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Un jeu complet du Dossier de Consultation peut être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> , <http://www.publiccontracts.cm> ou sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm). Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation (DC).

9. Acquisition du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier peut être obtenu les jours ouvrables dans les services du Conseil Régional du Centre, au rez de chaussée, porte 002, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA, payable à la Recette du Conseil Régional du Centre.

10. Remise des cotations

Une copie de sauvegarde de la cotation, enregistrée sur clé USB, devra être déposée au service du Conseil Régional du Centre, rez-de-chaussée, porte 002 (SIGAMP), sous pli scellé portant de manière claire et lisible la mention « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous et ce, dans le délai imparti au plus tard le 10 SEPT 2026 à 13 heures et devra porter la mention :

« AVIS DE DEMANDE DE COTATION N° 00112 /DC/CRCE/CIPM/2026 DU 06 AUG 2026 EN VUE DES TRAVAUX DE CURAGE (MFOUNDI & MEFOU) AUX ABORDS DU LYCEE D'AHALA DANS LE DEPARTEMENT DU MFOUNDI

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

11. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par un établissement bancaire agréé par le Ministre des Finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du Dossier de Demande de Cotation. La caution sera valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres et sera de trois cent cinquante mille (350 000) francs CFA. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

12. Recevabilité des cotations

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les dossiers parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;

- Les dossiers non-conformes au mode de soumission.
- Les dossiers sans indication de l'identité de la Demande de Cotation ;
- Le non-respect des formats et des tailles acceptées.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier de Consultation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des formats et tailles des documents, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Ouverture des dossiers

L'ouverture des dossiers se fera en un temps et aura lieu le 10 SEPT 2026 à **14 heures** précises par la Commission Interne de Passation des Marchés du Conseil Régional du Centre dans la salle 020 au rez-de-chaussée de l'immeuble siège du Conseil Régional du Centre.

14. Critères d'évaluation

14.1. Critères éliminatoires

i) Dossier administratif incomplet pour :

- Absence ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- Non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif autre que la caution de soumission, jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis.

ii) Offre technique incomplète pour absence de l'un des éléments ci-après :

- Absence d'un marché dans le domaine des travaux de curage des ouvrages hydrauliques d'un montant de vingt millions (20 000 000) francs CFA toutes taxes comprises ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établi par le MINMAP
- Absence d'une attestation de capacité financière ou de la mise à disposition du soumissionnaire d'une ligne de crédit délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des finances, pour préfinancer les travaux objet de la Demande de Cotation de référence à hauteur d'au moins trente millions (30 000 000) de francs CFA ;
- Absence de la charte d'intégrité ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales
- La validation de moins de *11 sous-critères essentiels satisfaisants sur 15.*

iii) Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- Absence d'une lettre de soumission timbrée, datée et signée ;
- Absence du bordereau des prix unitaires (BPU) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres, rempli de manière lisible, paraphé à toutes les pages, signé et cacheté à la dernière page ;
- Absence du devis quantitatif et estimatif daté, signé et cacheté ;
- Absence du sous détail des prix quantifiés paraphés à toutes les pages ;
- Omission d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;

Handwritten initials: BZ

Handwritten signature

- iv) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ou pièce non authentique ;
- v) Non-respect du mode de soumission.

14.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des candidats porteront sur :

- a. Les références du soumissionnaire sur les cinq (05) dernières années (01 sous critère) ;
- b. L'expérience du personnel clé (03 sous critères) ;
- c. Le matériel (05 sous critères) ;
- d. La note méthodologique faisant ressortir :
 - L'organisation et l'ordonnancement des tâches ;
 - La méthodologie d'exécution ;
 - Le planning d'exécution des travaux ;
 - Les dispositions envisagées pour l'utilisation de la main d'œuvre locale (technique HIMO) ;
 - L'attestation sur l'honneur de visite des lieux datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
 - La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le MINMAP. (06 sous-critères)

Le soumissionnaire sera qualifié s'il obtient un score minimum de 11 sous-critères satisfaisants sur 15.

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique notamment par un « Acte » ne sera pas pris en compte.

15. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualifications technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins distantes selon les travaux.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix jours (90) jours à compter de la date initiale fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables dans les services du Conseil Régional du Centre, à la porte 002 ou au 2ème étage, porte 219, Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics (SIGAMP) ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

18. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 06 AUG 2026

Copie :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- Président CIPM/CRCE ;
- SIGAMP ;
- DIAR/CRCE ;
- SDBM/CRCE ;
- Affichage.

Le Président du Conseil Régional du Centre,



Silbert Tsimi Erouna

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DU CENTRE

CONSEIL REGIONAL DU CENTRE

SECRETARIAT GENERAL

Structure Interne de Gestion Administrative
des Marchés Publics

B.P. 10 068 YAOUNDE

E-mail : conseilregional.centre@yahoo.com



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

CENTRE REGION

CENTRE REGIONAL COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

Internal Administrative Management Structure
Public Procurement

P. O. BOX : 10 068 YAOUNDE

E-mail : conseilregional.centre@yahoo.com

REQUEST FOR QUOTATION NOTICE No. 0011 /DC/CRCE/CIPM/2026 OF 06 AUG 2026 FOR THE
DESILTING WORKS OF THE MFOUNDI AND MEFOU RIVERS IN THE VICINITY OF AHALA HIGH SCHOOL,
MFOUNDI DIVISION

Financing: CRCE Budget, Line 61 410 (maintenance of roads, infrastructures, and engineering structures),
Fiscal Year 2026

1. Purpose of the Request for quotation

The President of the Centre Regional Council hereby launches a consultation for the execution of desilting works on the Mfoundi and Mefou rivers in the vicinity of Ahala High School, located in Mfoundi Division.

2. Nature of the works

The works shall include:

- Earth excavation for stormwater drainage structures;
- Desilting of existing drainage facilities located in front of and behind the buildings housing Forms One, Three, Four, Five, Lower Sixth and Upper Sixth classes;
- Desilting of cross-drainage hydraulic structures surrounding the High School up to the bridge over the Mfoundi River behind the school;
- Desilting of the bridge over the Mfoundi River on the Yaoundé–Nsimalen Highway behind the school;
- Desilting of the culvert over the Mfoundi River located behind the High School on the Yaoundé–Nsimalen Highway.

3. Execution deadline

The maximum execution period planned by the Contracting Authority for the execution of the works runs from the date of notification of the Service Order to start the works. It shall be three (03) months.

4. Estimated cost

The estimated total cost of the entire project is Thirty-Five Million (35,000,000) CFA francs, all taxes included.

5. Participation and origin

Participation in this Request for Quotation is open, under equal conditions, to Cameroonian companies or groups of companies with proven expertise in the desilting of drainage systems and hydraulic structures.

6. Mode of submission

The mode of submission selected for this consultation is online.

7. Financing CONSTRUCTION

The works under this invitation to tender will be funded by the CRCE Budget, Line 61 410 (maintenance of roads, infrastructures, and engineering structures), Fiscal Year 2026

8. Consultation of the tender file

A complete copy of the Request for Quotation File can be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts.cm> or on the website of ARMP (www.arpmp.cm).

However, online submission shall only be possible after payment of the purchase fee for the Request for Quotation File.

9. Acquisition of the Request of cotation

The file may be obtained on working days at the Centre Regional Council, Ground Floor, Office No. 002, immediately upon publication of this notice, upon payment of a non-refundable amount of One Hundred Thousand (100,000) CFA Francs, payable to the Revenue Office of the Centre Regional Council.

10. Submission of quotations

A backup copy of the quotation, saved on a USB flash drive, shall be deposited at the Centre Regional Council, Ground Floor, Office No. 002 (SIGAMP), in a sealed envelope clearly marked "**Backup Copy**", together with the following inscription, no later than 10 SEPT 2026 at 1:00 a.m./p.m.:

"REQUEST FOR QUOTATION NOTICE No. 00/12 /RFQ/CRCE/CIPM/2026 OF 06 AUG 2026 FOR THE DESILTING WORKS OF THE MFOUNDI AND MEFOU RIVERS IN THE VICINITY OF AHALA HIGH SCHOOL, MFOUNDI DIVISION "

To be opened only during the bid opening session"

File size and format

The maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderer's bid are the following:

- 5 Mb for the Administrative Bid;
- 15 Mb for the Technical Bid;
- 5 Mb for the Financial Bid.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents ;
- JPEG for images.

The applicant shall ensure that compression software is used to reduce the size of the files to be transmitted.

11. Bids sécurité

Each bidder shall include in its administrative documents a bid security issued by a banking institution approved by the Minister of Finance and listed in Document No. 12 of the Tender File. The bid security shall remain valid for **thirty (30) days** beyond the validity period of the bids and amount to **Three Hundred and Fifty Thousand (350,000) CFA Francs**. Failure to provide a valid bid security issued by a first-class bank or first-category financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees for public contracts shall result in the outright rejection of the bid. A bid security unrelated to this consultation shall be deemed absent. Any bid security submitted during the bid opening session shall be inadmissible.

12. Admissibility of quotations

The following shall be declared inadmissible by the Contracting Authority:

- Quotations submitted after the prescribed deadline;
- Quotations that do not comply with the prescribed method of submission;



- Quotations that do not clearly indicate the identity of the Request for Quotation;
- Quotations that fail to comply with the prescribed file formats and maximum file sizes.

Any incomplete bid submitted in accordance with the provisions of the Consultation File shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid security issued by a financial institution approved by the Minister in charge of Finance to issue guarantees for public contracts, or failure to comply with the prescribed file formats and maximum file sizes, shall result in the outright rejection of the bid without any possibility of appeal. A bid security submitted but unrelated to the present consultation shall be considered as not having been provided. Any bid security submitted during the bid opening session shall be declared inadmissible.

13. Opening of bids

The bids shall be opened in a single session on **10 SEPT 2026** at **2:00 p.m. sharp** by the Internal Tenders Board of the Centre Regional Council in Room 020 on the Ground Floor of the Headquarters Building of the Centre Regional Council.

14. Assessment criteria

14.1. Eliminary criteria

I. Administrative file:

The administrative file shall be rejected in the following cases:

- Absence or non-compliance of the bid bond at the time of bid opening;
- Failure to submit—within 48 hours of bid opening—a document from the administrative file that was found to be non-compliant or missing at the time of bid opening (other than the bid bond).

II. Technical offer:

The technical offer shall be rejected for the absence of any of the following documents:

- Proof of at least one contract relating to the desilting of hydraulic structures with a minimum value of **Twenty Million (20,000,000) CFA Francs, all taxes inclusive**;
- A sworn statement certifying that the bidder has not abandoned any public contract during the last three (3) years and is not listed among defaulting contractors established by the Ministry of Public Contracts (MINMAP);
- A certificate of financial capacity or a committed line of credit issued by a first-class bank approved by the Minister in charge of Finance, for an amount of at least **Thirty Million (30,000,000) CFA Francs**, intended to pre-finance the works under this Request for Quotation;
- Absence of the Integrity Charter;
- f. Absence of the Declaration of Commitment to comply with Social and Environmental Clauses;
- f. Validation of less than 11 essential criteria on 15.

III. Technical offer :

The financial offer shall be rejected in the absence of any of the following documents:

- Absence of a stamped, dated and signed bid letter;
- Absence of the Unit Price Schedule in accordance with the model with prices excluding VAT in figures and letters, legibly completed, initialled on all pages, signed and stamped on the last page;
- Absence of the dated, signed and stamped quote of quantities and estimates;
- Absence of the sub-detailed quantified prices initialled on all pages.
- Omission of a quantified unit price in the financial offer;

IV. **False declaration or falsified or unauthentic document ;**

V. **Failure to respect the submission mode.**

14.2. Essential criteria

The essential criteria for the qualification of candidates shall be:

- a. The bidder's references over the last five (05) years (01 subcriteria);
- b. The experience of key personnel (03 sub-criteria);
- c. The methodological approach, including:
 - Organization and scheduling of activities;
 - Execution methodology;
 - Work implementation schedule;
 - Arrangements for the use of local labour through the Labour-Intensive Public Works (HIMO) approach;
 - A dated, signed and stamped sworn Site Visit Certificate;
 - A sworn declaration certifying that the bidder has not abandoned any public contract during the last three (3) years and is not included on the list of defaulting contractors established by MINMAP (06 sub-criteria)

The tenderer shall qualify if they achieve a minimum score of 11 sub-criteria out of 15.

Note: Any public employee listed on the staff list who has not presented all the documents required to justify his or her release from the Civil Service, in particular an "Act", will not be considered.

15. Contract award

The contract will be awarded to the tenderer who has submitted a tender meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid will be determined as the lowest depending on the lot.

16. Duration of the validity of bids

Tenderers shall be bound by their tenders for ninety (90) days, as from the deadline set for the submission of bids.

17. Additional information

Further information may be obtained during working hours at the Centre Regional Council, 2nd floor, room 002 or room 219, Internal Structure for the Administrative Management of Public Contracts (SIGAMP) or online on the COLEPS platform at the following addresses : <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

18. Combating corruption and malpractices

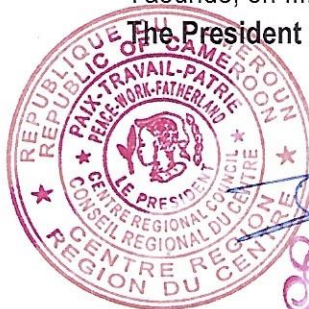
To report any act of corruption or malpractice, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) by dialing 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or direct call) via the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Copies:

- MINMAP;
- ARMP;
- President CIPM/CRCE;
- SIGAMP;
- DIAR/CRCE;
- SDBM/CRCE;
- Posting.

Yaoundé, on0..6...AUG...2026

The President of the Centre Regional Council,



Gilbert Tsimi Erouma